

ECO

BUSINESS PME - TPE - STARTUP

15 Septembre 2024

www.lodj.ma

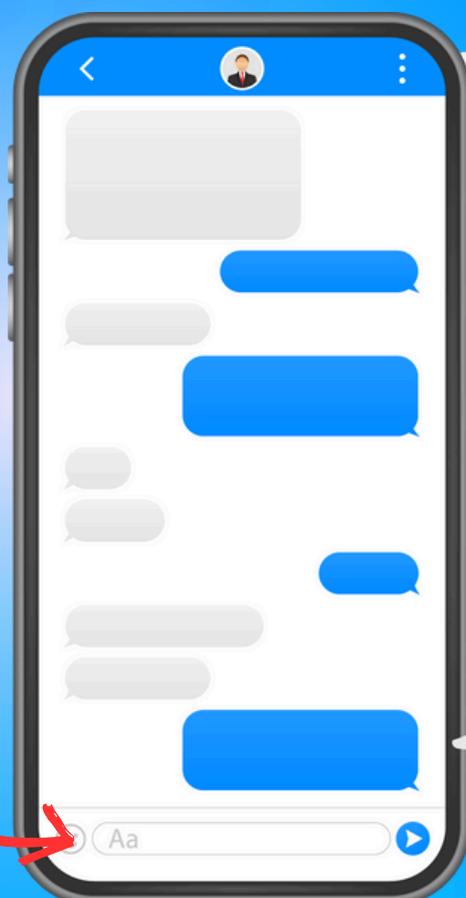


**L'ÉCONOMIE MAROCAINE SOUS LE RADAR DE :
L'OCDE & LA BANQUE MONDIALE**



L'ODJ .MA CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME



Sommaire

Croissance en veille, reprise en vue : Le Maroc face à ses incertitudes



La Productivité au Maroc : Un frein majeur à la croissance économique



La Problématique de la faiblesse des recettes pour pérenniser l'état social au Maroc



Le défi de l'amélioration de la productivité dans le secteur privé marocain



Le Maroc sous la loupe de l'OCDE



L'impact de la sécheresse et de la pénurie d'eau sur l'économie marocaine



Problématique du Capital Financier disponible au Maroc



Le Maroc sous la loupe de l'OCDE



Le Maroc s'est engagé dans une transformation économique visant à diversifier ses sources de croissance au-delà des matières premières, en développant des secteurs à plus haute valeur ajoutée tels que l'automobile, l'aéronautique et l'électronique. Cette diversification s'accompagne d'une intégration accrue dans les chaînes de valeur mondiales, notamment avec l'Union européenne, qui demeure le principal partenaire commercial du Royaume

L'étude économique de l'OCDE sur le Maroc pour 2024 met en lumière plusieurs défis et opportunités pour l'économie marocaine, tout en offrant des recommandations stratégiques pour renforcer sa croissance et sa résilience. Le Maroc, bien qu'ayant réalisé des progrès notables au cours des dernières décennies, doit intensifier ses efforts pour surmonter des obstacles structurels et maximiser son potentiel économique.

Cependant, malgré ces avancées, la croissance économique marocaine reste modérée, avec une moyenne de 3 % au cours des cinq années précédant la pandémie, un taux comparable à celui de certains pays de la région, mais bien inférieur à celui des économies les plus dynamiques. La productivité totale des facteurs de production (PTF), qui mesure l'efficacité avec laquelle le capital et le travail sont utilisés, a été très modeste et souvent négative ces dernières décennies

Le Maroc sous la loupe de l'OCDE

Le marché du travail marocain est marqué par une forte proportion d'emplois informels, contribuant à la précarité économique et limitant l'amélioration des niveaux de vie. Le taux de chômage, notamment chez les jeunes, reste élevé, reflétant une inadéquation entre les compétences disponibles et les besoins du marché du travail. Cette situation est exacerbée par des disparités régionales importantes, où les zones urbaines bénéficient d'un meilleur accès aux opportunités économiques par rapport aux zones rurales reculées.

Le gouvernement a lancé plusieurs initiatives pour améliorer cette situation, notamment le programme "Forsa", qui vise à encourager l'entrepreneuriat parmi les jeunes avec une aide financière, et divers programmes d'intégration des femmes dans le marché du travail.

Cependant, ces initiatives nécessitent une mise en œuvre plus rigoureuse et un suivi de leur impact pour s'assurer qu'elles atteignent leurs objectifs.

Réformes structurelles nécessaires / Une stratégie d'innovation et de durabilité
Pour stimuler la croissance, le Maroc doit poursuivre et approfondir ses réformes économiques. La nouvelle Charte de l'investissement, par exemple, vise à attirer plus d'investissements privés, en particulier dans les régions moins développées, tout en orientant les investissements vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée. Cette charte prévoit la création de 500 000 emplois entre 2022 et 2026 et un objectif de taux d'activité féminine de 45 %

.En parallèle, le Maroc a engagé des réformes majeures pour renforcer sa protection sociale et son cadre de gouvernance. Ces réformes incluent la transition vers un système de subventions ciblées pour remplacer les subventions généralisées, et l'extension de la couverture d'assurance maladie. La lutte contre la corruption a également été renforcée, avec des mesures pour digitaliser les procédures administratives et améliorer la transparence des services publics.



Le Maroc sous la loupe de l'OCDE



L'OCDE recommande de libérer le potentiel de productivité du Maroc en renforçant l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies. L'amélioration des compétences de la main-d'œuvre, la promotion d'un environnement propice à l'entrepreneuriat, et une politique active de soutien à l'innovation sont jugées essentielles pour stimuler la croissance à long terme.

Par ailleurs, face au stress hydrique croissant et aux défis climatiques, le Maroc s'est fixé des objectifs ambitieux de réduction des émissions de carbone et envisage la mise en place d'une taxe carbone pour mieux gérer ses ressources naturelles et promouvoir une croissance durable

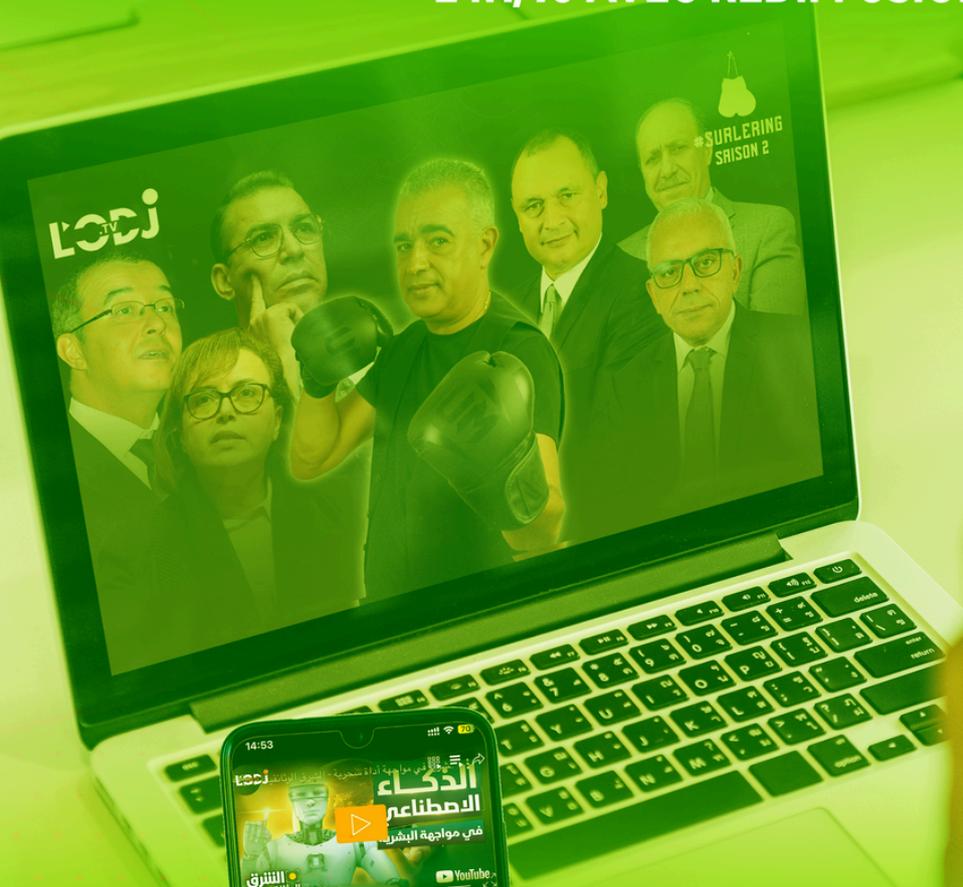
En somme, le Maroc se trouve à un carrefour critique. Pour capitaliser sur ses succès récents et relever les défis persistants, il doit mettre en œuvre des réformes économiques audacieuses et adopter une stratégie inclusive et durable. L'accélération de la convergence économique avec les pays plus avancés nécessitera une augmentation de la productivité, une amélioration du climat des affaires, et un renforcement de l'efficacité des dépenses publiques.

Seule une telle approche permettra au Maroc de concrétiser sa vision de développement à long terme, telle qu'exprimée dans son Nouveau Modèle de Développement



LA WEB TV ECO & ECO

REGARDER L'ODJ WEB TV EN LIVE STREAMING
24H/7J AVEC REDIFFUSION EN VOD !



LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE,
POUR UN AVENIR DURABLE !

+150.000
Télespectateurs / mois

+20
émissions

+500
épisodes



SCAN ME!

Croissance en veille, reprise en vue : Le Maroc face à ses incertitudes

Le Maroc se trouve à la croisée des chemins économiques, avec des perspectives de croissance à court terme marquées par des incertitudes mais également des espoirs de reprise. Selon le dernier rapport de la Banque mondiale, la croissance économique devrait ralentir à 2,9 % en 2024, principalement en raison de la contraction du secteur agricole. Cependant, une dynamique plus favorable est attendue dès 2025, à condition que plusieurs facteurs clés s'améliorent.

Un ralentissement économique anticipé en 2024

La projection de croissance à 2,9 % pour 2024 marque un recul par rapport aux performances des années précédentes. Ce ralentissement est largement attribuable à la mauvaise performance du secteur agricole, qui reste vulnérable aux conditions climatiques défavorables. Le Maroc, dépendant des précipitations pour ses cultures de base telles que le blé et l'orge, subit directement les effets des sécheresses répétées. Une contraction de 3,3 % de la valeur ajoutée agricole est attendue pour la campagne 2023-2024, affectant non seulement les revenus des agriculteurs, mais également l'ensemble de l'économie nationale.

En dehors de l'agriculture, le secteur non agricole devrait faire preuve de plus de résilience, soutenu par une demande intérieure qui reprend doucement et un secteur industriel qui montre des signes de renforcement. Néanmoins, la croissance modeste prévue pour 2024 reste inférieure aux attentes, indiquant que le Maroc devra encore surmonter de nombreux défis pour relancer pleinement son économie.

Des conditions climatiques et une consommation intérieure comme moteurs de reprise

La Banque mondiale prévoit une reprise économique plus dynamique à partir de 2025, sous l'hypothèse d'une amélioration des conditions climatiques et d'une normalisation de la campagne agricole. Cette hypothèse repose sur des précipitations plus favorables, permettant une meilleure récolte et, par conséquent, une contribution positive du secteur agricole à la croissance globale.

Parallèlement, une reprise de la consommation des ménages est attendue, soutenue par une inflation plus maîtrisée et un marché du travail plus stable. L'augmentation du pouvoir d'achat des ménages et la confiance renouvelée des consommateurs joueront un rôle crucial dans la relance de la demande intérieure, facteur clé pour stimuler les secteurs des services et de la production manufacturière.

Croissance en veille, reprise en vue : Le Maroc face à ses incertitudes

En outre, une reprise de l'investissement privé est également anticipée. Les réformes fiscales, les incitations à l'investissement, et l'amélioration de l'environnement des affaires devraient encourager les entreprises à investir davantage dans le pays, augmentant ainsi la capacité de production et stimulant la création d'emplois.



Des risques significatifs à surveiller / Une reprise conditionnelle, mais prometteuse

Cependant, ces projections optimistes sont accompagnées de plusieurs risques potentiels qui pourraient entraver la reprise. Les aléas climatiques demeurent une menace majeure pour l'économie marocaine, en particulier pour le secteur agricole. Une nouvelle sécheresse, des inondations ou d'autres phénomènes météorologiques extrêmes pourraient rapidement déstabiliser les prévisions de croissance.

De plus, l'incertitude économique mondiale pourrait également avoir des répercussions sur le Maroc. Une récession prolongée dans les principaux marchés d'exportation du pays, notamment en Europe, ou une augmentation des prix des matières premières pourrait affecter négativement les exportations marocaines et aggraver le déficit commercial. Enfin, une reprise plus lente de l'économie mondiale pourrait peser sur les transferts de fonds des Marocains résidant à l'étranger, une source importante de devises étrangères pour le pays.

Aussi, les perspectives économiques du Maroc à court et moyen terme sont marquées par des défis significatifs, mais également par des opportunités de reprise. Alors que la croissance économique est prévue à la baisse pour 2024, les projections de 2025 offrent un horizon plus favorable, à condition que les conditions climatiques s'améliorent, que la consommation des ménages rebondisse et que l'investissement privé se renforce. Il est donc crucial pour le Maroc de continuer à mettre en œuvre des politiques de soutien et de rester vigilant face aux risques externes et internes.

La Productivité au Maroc : Un frein majeur à la croissance économique

La productivité est l'un des enjeux cruciaux pour le développement économique du Maroc. Le rapport de l'OCDE de 2024 sur l'économie marocaine souligne que, malgré certains progrès, le Maroc peine à améliorer sa productivité, en particulier dans les secteurs stratégiques. Cette situation constitue un frein majeur à la croissance économique du pays et limite sa capacité à converger avec les économies les plus avancées.



La productivité du travail au Maroc reste faible par rapport aux pays de l'OCDE et même à certains pays émergents. Selon l'OCDE, cet écart de productivité est particulièrement marqué dans les secteurs manufacturiers et agricoles, où le Maroc affiche des niveaux de production bien en deçà de ceux observés dans des économies comparables. Le rapport met en lumière que les entreprises marocaines souffrent d'une faible efficacité et d'un manque de compétitivité à l'international, ce qui réduit leur capacité à innover et à se développer sur de nouveaux marchés.

Plusieurs facteurs expliquent la faible productivité du Maroc. Tout d'abord, l'économie marocaine est dominée par de petites et moyennes entreprises (PME) qui manquent souvent de ressources pour investir dans les technologies modernes et améliorer leur productivité. De plus, l'économie informelle, qui représente une part importante du marché du travail, freine l'adoption de pratiques commerciales modernes et de technologies innovantes. Les entreprises informelles sont généralement moins productives et contribuent moins à l'économie formelle.

Ensuite, les infrastructures de soutien à l'innovation et à la recherche-développement (R&D) sont encore sous-développées. Le manque de soutien aux initiatives d'innovation et la lente adoption des technologies numériques par les entreprises et les travailleurs marocains limitent la capacité du pays à améliorer sa productivité. Le rapport de l'OCDE souligne également que les dépenses en R&D sont faibles, représentant moins de 1 % du PIB, un niveau bien inférieur à celui de nombreux pays comparables.

Pour combler cet écart de productivité, l'OCDE recommande une série de réformes. Il est essentiel d'encourager l'investissement privé, notamment en améliorant le climat des affaires et en offrant des incitations aux entreprises pour qu'elles adoptent des technologies avancées et innover. La nouvelle Charte de l'investissement, qui prévoit des mesures pour stimuler les investissements privés et améliorer la compétitivité des entreprises marocaines, est un pas dans la bonne direction, mais elle doit être accompagnée d'efforts pour renforcer la gouvernance d'entreprise et promouvoir une concurrence équitable.

Pour améliorer durablement sa productivité, le Maroc doit adopter une stratégie intégrée qui combine l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre, le renforcement des capacités de recherche et d'innovation, et la promotion d'une transformation numérique inclusive. Ces efforts doivent être soutenus par des politiques publiques cohérentes visant à stimuler l'investissement, favoriser l'innovation, et encourager la formalisation de l'économie. Seule une augmentation de la productivité permettra au Maroc de renforcer sa compétitivité et d'accélérer sa convergence avec les économies avancées.

L'Économie Informelle : Un défi majeur pour le développement économique du Maroc

L'économie informelle est l'un des défis les plus pressants pour le Maroc, affectant profondément son développement économique et social. Selon le rapport de l'OCDE sur le Maroc en 2024, l'informalité représente près de 30 % du PIB du pays et concerne environ deux tiers des emplois. Cette situation constitue un obstacle majeur à la modernisation économique et à l'amélioration des conditions de vie de millions de Marocains.

L'économie informelle englobe une grande partie des activités non réglementées, souvent exercées en dehors du cadre légal. Elle se traduit par une faible qualité des emplois, des salaires réduits, et une absence de protection sociale pour une large proportion de la population. Ce secteur est particulièrement présent dans les zones rurales et parmi les travailleurs peu qualifiés, créant une dualité dans le marché du travail marocain où les emplois précaires coexistent avec une partie plus formelle et régulée de l'économie.

L'informalité a également des conséquences significatives sur les recettes fiscales de l'État. En échappant au système de taxation, une grande partie des revenus générés dans l'économie ne contribue pas au financement des services publics, des infrastructures, et des politiques sociales. Cette situation aggrave le déficit budgétaire et limite la capacité du gouvernement à investir dans des programmes sociaux et économiques structurants.

L'OCDE recommande une approche intégrée pour réduire l'informalité, incluant une meilleure application des lois, la mise en place de politiques actives du marché du travail, et l'amélioration de l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises. La promotion de l'emploi formel, notamment pour les jeunes et les femmes, et la réduction des obstacles à l'emploi formel sont également cruciales pour combattre l'informalité et dynamiser la croissance économique.

Un défi complexe mais pas insurmontable

La lutte contre l'économie informelle est un défi complexe mais essentiel pour le Maroc. En s'attaquant aux racines de l'informalité et en mettant en œuvre des réformes ciblées et cohérentes, le Maroc peut espérer bâtir une économie plus inclusive, résiliente et équitable, capable de répondre aux aspirations de sa population et de stimuler une croissance durable sur le long terme.

Pour réduire l'ampleur de l'économie informelle, le Maroc a mis en place plusieurs réformes visant à encourager la formalisation des activités économiques. Parmi ces initiatives, on retrouve la création d'un registre social unifié, qui pourrait faciliter l'intégration des travailleurs informels dans le système formel grâce à l'extension de la couverture sociale et des incitations à la formalisation des activités économiques.

Cependant, ces réformes nécessitent un renforcement de l'application des lois, notamment dans la collecte des cotisations sociales et la régularisation des travailleurs. De plus, des efforts doivent être faits pour rendre l'entrée dans l'économie formelle plus attractive, en réduisant les coûts liés à la transition, comme les charges sociales élevées pour les bas salaires, et en simplifiant les procédures administratives.

La Problématique de la faiblesse des recettes pour pérenniser l'état social au Maroc

L'État social marocain, basé sur la protection sociale et la couverture sanitaire universelle, est au cœur des réformes stratégiques actuelles du pays. Cependant, l'une des principales contraintes qui freine sa mise en œuvre et sa pérennité réside dans la faiblesse des recettes publiques, particulièrement celles provenant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des cotisations de sécurité sociale.

L'économie informelle, qui représente près de 30 % du PIB marocain, constitue un obstacle majeur à l'élargissement de la base fiscale. En effet, cette économie échappe largement aux mécanismes de taxation, limitant ainsi les capacités de l'État à collecter des recettes fiscales et à financer les réformes sociales envisagées. Cette situation génère un cercle vicieux : les ressources insuffisantes de l'État limitent sa capacité à offrir des services sociaux de qualité, ce qui renforce la précarité et la dépendance à l'économie informelle.

Le Maroc a engagé plusieurs réformes pour améliorer sa collecte de recettes, notamment à travers l'adoption de mesures numériques pour les paiements fiscaux et l'amélioration de l'administration fiscale. Toutefois, ces efforts restent limités par la faiblesse de l'assiette fiscale et le faible taux de formalisation de l'économie. Le gouvernement a aussi tenté de diversifier ses sources de revenus en introduisant des taxes environnementales et en révisant les redevances minières, mais ces initiatives n'ont pas encore généré des recettes significatives.

Pour pérenniser l'État social, l'OCDE recommande une réforme fiscale plus équitable et efficace. Cela inclut la nécessité de renforcer l'application des lois fiscales, de réduire les exonérations injustifiées, et de promouvoir l'intégration des travailleurs de l'économie informelle dans le secteur formel. Il est également crucial de revoir les taux de cotisations sociales pour les bas salaires, afin de ne pas décourager l'emploi formel tout en élargissant la base des cotisants.



Vers une Durabilité de l'État Social

La pérennité de l'État social au Maroc dépendra de la capacité du pays à surmonter les obstacles à la collecte de recettes fiscales. Un cadre fiscal plus juste et plus efficace, combiné à des efforts pour réduire l'informalité et améliorer l'administration publique, sera essentiel pour garantir que les réformes sociales en cours puissent véritablement améliorer les conditions de vie de tous les Marocains.



Le défi de l'amélioration de la productivité dans le secteur privé marocain



Malgré une série d'investissements publics massifs dans les infrastructures, le secteur privé marocain peine à atteindre des niveaux de productivité suffisants pour stimuler la croissance économique à long terme. Alors que le pays aspire à devenir un hub régional attractif pour les investissements étrangers, la question de la productivité reste un point de friction majeur.

Une situation paradoxale

Le Maroc a réalisé des progrès significatifs en matière d'infrastructures ces dernières années. De nouvelles autoroutes, des ports modernisés, des zones industrielles et des parcs technologiques ont vu le jour, illustrant une volonté claire de créer un environnement propice aux affaires. Pourtant, les chiffres montrent que la productivité du secteur privé n'a pas suivi cette dynamique. Selon le rapport de la Banque mondiale, cette stagnation de la productivité s'explique par plusieurs facteurs structurels, notamment un accès limité aux financements, des contraintes bureaucratiques, et une fragmentation du marché qui empêche les entreprises de croître à leur plein potentiel.

Les entraves à la croissance du secteur privé

L'un des principaux obstacles à l'amélioration de la productivité dans le secteur privé marocain réside dans les difficultés d'accès au financement. Les petites et moyennes entreprises (PME), qui constituent la colonne vertébrale de l'économie marocaine, se heurtent souvent à des conditions de crédit strictes et à un manque de garanties nécessaires pour obtenir des prêts bancaires. Ce problème est accentué par un manque d'investissements en capital humain et en technologie, limitant ainsi la capacité des entreprises à innover et à augmenter leur productivité.



Le défi de l'amélioration de la productivité dans le secteur privé marocain

En outre, la complexité administrative et la lenteur des processus bureaucratiques pèsent lourdement sur le dynamisme du secteur privé. De nombreuses entreprises, en particulier les nouvelles et les petites, sont découragées par la multiplicité des démarches et la lourdeur des procédures pour obtenir des licences, des permis et des autorisations nécessaires à leurs activités. Cette situation freine leur croissance et réduit leur compétitivité sur le marché national et international.

Le besoin d'une réforme structurelle

Pour que le Maroc parvienne à stimuler la productivité de son secteur privé, une réforme structurelle approfondie est indispensable. Cela inclut une refonte du cadre juridique et réglementaire pour simplifier les procédures administratives et réduire les coûts de transaction pour les entreprises. Par ailleurs, il est essentiel de faciliter l'accès au financement en développant des mécanismes alternatifs de financement tels que le capital-risque et le financement participatif, ainsi qu'en renforçant les garanties et les incitations pour les institutions financières à prêter aux PME.

En parallèle, le développement de programmes de formation continue et de mise à niveau des compétences est crucial pour accroître le capital humain. Les entreprises doivent être encouragées à investir dans l'innovation, à adopter de nouvelles technologies et à améliorer leurs pratiques managériales pour répondre aux exigences d'un marché globalisé.

Vers un avenir plus productif

L'amélioration de la productivité du secteur privé marocain est un impératif pour le développement économique durable du pays. Elle nécessite une approche intégrée, combinant des réformes structurelles, des politiques de soutien aux entreprises, et des initiatives visant à promouvoir l'innovation et la compétitivité.

Ce n'est qu'à ce prix que le Maroc pourra réaliser son ambition de devenir une plateforme incontournable pour les investissements et les affaires en Afrique du Nord et au-delà.

Le rôle des réformes fiscales dans le soutien à la croissance économique au Maroc

Dans un contexte économique mondial en constante évolution, le Maroc se trouve face à un défi majeur : stimuler sa croissance économique tout en assurant une gestion efficace des ressources fiscales. Pour y parvenir, le gouvernement marocain a lancé une série de réformes fiscales visant à corriger les distorsions existantes qui freinent la croissance des entreprises. Parmi ces réformes, l'unification du taux de l'impôt sur les sociétés (IS) à 20 % d'ici 2026 se présente comme une mesure clé pour encourager l'investissement et améliorer l'attractivité du pays.

Une réforme fiscale pour un climat d'affaires plus compétitif

Actuellement, le système fiscal marocain est caractérisé par une multiplicité de taux d'imposition sur les sociétés, allant de 10 % pour les petites entreprises à 31 % pour les grandes. Cette fragmentation crée des distorsions significatives dans le paysage économique, décourageant les investissements et entraînant une allocation inefficace des ressources. En harmonisant ces taux à un niveau uniforme de 20 %, le gouvernement cherche à créer un environnement plus juste et plus transparent pour les entreprises de toutes tailles.

L'unification de l'impôt sur les sociétés vise non seulement à simplifier le système fiscal, mais aussi à rendre le Maroc plus attractif pour les investisseurs étrangers. Avec cette réforme, le Maroc se positionne en tant que destination d'investissement compétitive par rapport à ses voisins régionaux et à d'autres marchés émergents. En réduisant le coût de l'imposition, la réforme est censée encourager les entreprises à réinvestir leurs bénéfices dans l'économie locale, favorisant ainsi la création d'emplois et la croissance économique.

Une allocation des ressources plus efficace

Les réformes fiscales au Maroc ne se limitent pas à la simple unification des taux d'imposition. Elles incluent également une révision des incitations fiscales pour encourager les secteurs stratégiques, tels que l'agriculture, les technologies de l'information, et les énergies renouvelables. En rationalisant les incitations fiscales, le gouvernement vise à encourager l'innovation et à soutenir les industries qui présentent un potentiel de croissance à long terme.

En outre, ces réformes cherchent à améliorer l'efficacité de la collecte des impôts et à réduire l'évasion fiscale, un problème persistant qui mine les recettes publiques et limite les capacités de l'État à investir dans les infrastructures et les services publics. L'amélioration de la conformité fiscale est essentielle pour garantir que toutes les entreprises, grandes ou petites, contribuent équitablement aux finances publiques, tout en bénéficiant d'un environnement plus propice aux affaires.

Le rôle des réformes fiscales dans le soutien à la croissance économique au Maroc

Un pari sur la croissance à long terme

La réforme fiscale en cours s'inscrit dans une vision plus large du développement économique du Maroc. En favorisant une plus grande transparence et une meilleure prévisibilité du système fiscal, le gouvernement espère attirer davantage d'investissements étrangers directs (IED), renforcer la compétitivité des entreprises locales, et stimuler la croissance économique durable. En parallèle, ces réformes doivent également permettre d'améliorer l'équité fiscale et de réduire les inégalités en faisant en sorte que la charge fiscale soit partagée de manière plus équitable entre les différentes catégories d'entreprises.

Cependant, ce pari sur la réforme fiscale n'est pas sans risques. Un taux d'imposition unique pourrait potentiellement désavantager certaines entreprises, en particulier celles des secteurs à faible marge. Il est donc crucial que le gouvernement accompagne ces réformes d'autres mesures de soutien, telles que l'accès au financement, la réduction des charges administratives, et la promotion de l'innovation pour compenser les effets négatifs éventuels.



Un avenir prometteur mais incertain

En conclusion, les réformes fiscales que mène actuellement le Maroc représentent une étape cruciale vers la création d'un environnement économique plus dynamique et compétitif. En unifiant le taux de l'impôt sur les sociétés et en rationalisant les incitations fiscales, le Maroc se dote des outils nécessaires pour soutenir la croissance de ses entreprises et attirer de nouveaux investissements. Toutefois, la réussite de ces réformes dépendra de la capacité du gouvernement à les mettre en œuvre de manière équilibrée et à surveiller attentivement leur impact sur l'économie à court et à long terme.



غسل و قيس

L'impact de la sécheresse et de la pénurie d'eau sur l'économie marocaine

Le Maroc, pays aux paysages diversifiés et à l'histoire riche, se trouve aujourd'hui confronté à un défi de taille : la sécheresse et la pénurie d'eau qui menacent son économie, en particulier son secteur agricole. Après plusieurs années consécutives de sécheresse, cette problématique ne cesse de prendre de l'ampleur, soulignant la vulnérabilité du pays face aux changements climatiques.



Une crise de l'eau aux répercussions profondes

L'agriculture marocaine, qui représente environ 13% du produit intérieur brut (PIB) et emploie près de 40% de la population active, est particulièrement affectée par la sécheresse persistante. Les épisodes de sécheresse, devenus plus fréquents et plus intenses, ont entraîné une diminution drastique des réserves d'eau, rendant la gestion des ressources hydriques de plus en plus complexe. Les barrages, qui assurent une grande partie de l'approvisionnement en eau du pays, sont à des niveaux historiquement bas, réduisant ainsi l'accès à l'eau pour l'irrigation et l'alimentation des villes.

En conséquence, les rendements agricoles ont chuté, affectant la production de cultures de base comme le blé, l'orge et les fruits. Cette situation a un impact direct sur les revenus des agriculteurs et sur la sécurité alimentaire du pays. En effet, les récoltes de céréales ont baissé de près de 70 % en 2022, selon le ministère de l'Agriculture, obligeant le Maroc à importer davantage pour satisfaire ses besoins, et aggravant le déficit commercial.

Des mesures gouvernementales face à un défi croissant

Conscient de l'urgence de la situation, le gouvernement marocain a mis en place plusieurs mesures pour atténuer l'impact de la pénurie d'eau. Parmi celles-ci, la construction de stations de dessalement d'eau de mer se présente comme une solution prometteuse. Actuellement, des projets de dessalement sont en cours à Casablanca, Agadir et dans d'autres régions côtières, visant à diversifier les sources d'approvisionnement en eau et à réduire la dépendance vis-à-vis des précipitations irrégulières.

Cependant, ces mesures demeurent coûteuses et ne répondent que partiellement aux besoins croissants. Le recours au dessalement, bien que nécessaire, ne peut à lui seul résoudre le problème. La gestion durable des ressources en eau requiert également une modernisation des infrastructures d'irrigation, une meilleure gouvernance de l'eau, et des politiques incitatives pour encourager l'adoption de pratiques agricoles économes en eau.

L'impact de la sécheresse et de la pénurie d'eau sur l'économie marocaine

Un avenir incertain sous le signe du changement climatique

Les incertitudes météorologiques continuent de peser lourdement sur l'économie marocaine. Les projections climatiques indiquent que le pays pourrait faire face à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des épisodes de sécheresse au cours des prochaines décennies. Cette situation pourrait nuire davantage à la croissance économique, en limitant la disponibilité en eau et en compromettant le développement des secteurs clés comme l'agriculture, le tourisme et l'industrie.



Pour relever ces défis, le Maroc doit poursuivre ses efforts en matière de gestion intégrée des ressources en eau et de transition vers des pratiques agricoles plus résilientes. Il est impératif d'adopter une approche holistique qui combine des solutions technologiques, des réformes politiques et une sensibilisation accrue à l'utilisation rationnelle de l'eau.



La nécessité d'une réponse concertée

En conclusion, la pénurie d'eau représente une menace croissante pour l'économie marocaine. Pour éviter une crise de plus grande ampleur, le pays doit impérativement renforcer ses capacités de résilience face aux défis climatiques. La gestion durable de l'eau, soutenue par des investissements dans les infrastructures et une sensibilisation des populations, est essentielle pour garantir un développement économique durable. L'enjeu n'est plus seulement une question de survie économique, mais aussi de sécurité nationale et de bien-être des citoyens marocains.





www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE

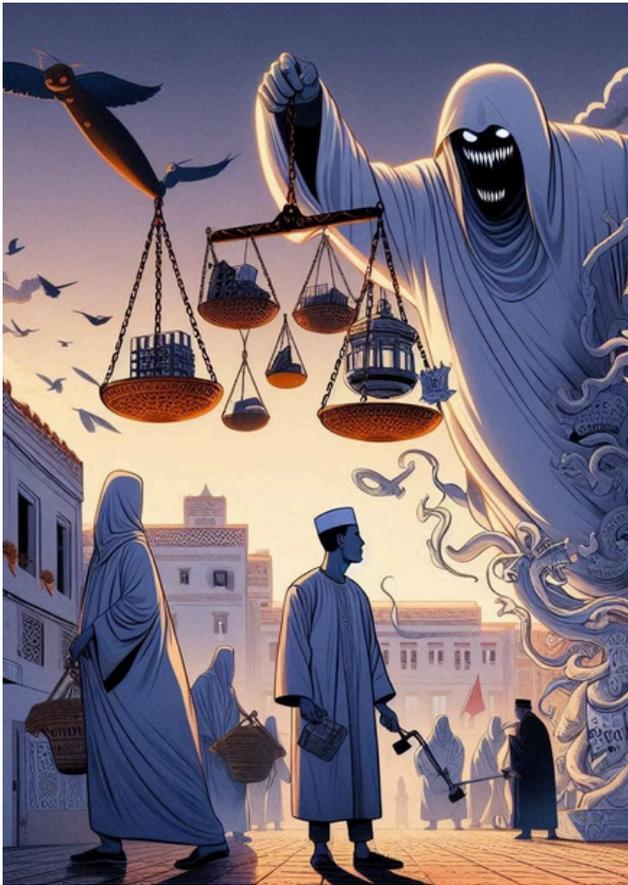


Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire plus des centaines de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME



Concurrence déloyale : Les entreprises marocaines face aux fantômes de l'informalité

Le secteur privé marocain fait face à un adversaire invisible mais puissant : l'économie informelle. Cette dynamique souterraine, bien que difficile à quantifier avec précision, représente une part importante de l'activité économique nationale et pose un défi considérable pour les petites entreprises formelles. La concurrence déloyale qu'elle crée freine non seulement la croissance économique, mais compromet également la productivité et l'intégrité du marché.

L'informalité : un frein à la croissance du secteur privé

L'économie informelle au Maroc est omniprésente et touche de nombreux secteurs, de l'agriculture au commerce de détail, en passant par les services de transport. Selon certaines estimations, elle représenterait près de 30 % du PIB national. Les entreprises opérant dans ce secteur échappent souvent à la fiscalité, aux réglementations du travail, et aux normes de sécurité, leur permettant de réduire leurs coûts et d'offrir des prix plus compétitifs par rapport aux entreprises formelles.

Cette situation crée une concurrence déloyale, car les petites entreprises formelles, soumises à des obligations fiscales et réglementaires strictes, peinent à rivaliser sur les prix.

En conséquence, de nombreuses entreprises formelles sont contraintes de réduire leurs marges bénéficiaires, de licencier des employés, ou même de fermer leurs portes. L'informalité fragilise ainsi l'ensemble de l'écosystème entrepreneurial, décourageant l'innovation et l'investissement.

Elle nuit également à la productivité globale de l'économie, car les entreprises informelles tendent à être moins efficaces et moins enclines à adopter des technologies nouvelles ou à investir dans la formation de leurs employés.



Concurrence déloyale : Les entreprises marocaines face aux fantômes de l'informalité

La lutte contre l'informalité : un levier pour la croissance économique

Pour surmonter cet obstacle, le Maroc doit adopter une stratégie claire pour réduire l'informalité et intégrer progressivement ces acteurs dans l'économie formelle. Plusieurs mesures peuvent être envisagées pour y parvenir. D'une part, simplifier les procédures administratives et réduire le coût de la formalisation pourraient encourager les petites entreprises à s'enregistrer officiellement. Les démarches actuelles, souvent perçues comme complexes et coûteuses, dissuadent de nombreux entrepreneurs de rejoindre le secteur formel.

D'autre part, offrir des incitations fiscales temporaires, telles que des exonérations fiscales partielles pour les nouvelles entreprises enregistrées, pourrait aider à compenser les coûts initiaux liés à la formalisation. De plus, la mise en place de programmes de formation et d'accompagnement pourrait aider les entreprises informelles à naviguer dans le cadre réglementaire et à se conformer progressivement aux normes en vigueur.

Intégrer l'informalité pour booster la productivité

L'intégration des acteurs informels dans l'économie formelle ne profiterait pas seulement aux entreprises elles-mêmes, mais elle pourrait également apporter des avantages substantiels à l'économie marocaine dans son ensemble. En augmentant la base fiscale, le gouvernement pourrait accroître ses recettes fiscales, ce qui lui permettrait de financer des infrastructures publiques, des services sociaux, et d'autres investissements qui stimulent la croissance économique.

En outre, l'intégration de l'informalité améliorerait la compétitivité du secteur privé marocain. Un marché plus transparent et régulé offrirait un terrain de jeu plus équitable pour toutes les entreprises, permettant aux acteurs les plus innovants et efficaces de prospérer. Cela pourrait, à terme, entraîner une augmentation de la productivité, de la création d'emplois, et de la croissance économique.

Un chemin vers la formalisation

Ainsi, la lutte contre l'économie informelle est un impératif pour libérer le plein potentiel du secteur privé marocain. En adoptant des mesures incitatives et en simplifiant les procédures administratives, le Maroc pourrait réduire la concurrence déloyale, stimuler la croissance des entreprises formelles et accroître la productivité. Une approche intégrée et progressive est nécessaire pour transformer cette dynamique informelle en une opportunité de croissance et de développement durable pour le pays.

MAROC : LE CAPITAL HUMAIN, UN ATOUT ENCORE EN CHANTIER !

Le capital humain est un élément fondamental pour le développement économique d'un pays. Toutefois, au Maroc, plusieurs lacunes en matière de ressources humaines freinent la croissance économique et limitent les perspectives de développement durable. Les rapports de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la Banque mondiale mettent en lumière ces défis structurels et proposent des recommandations pour y remédier.

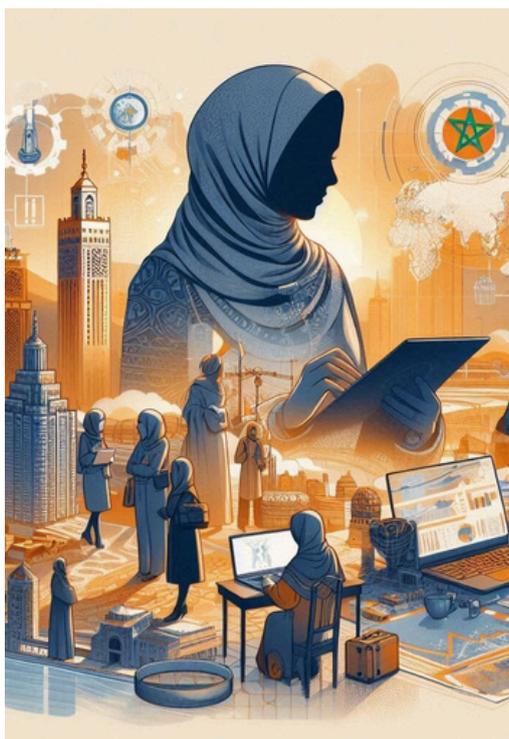
Le rapport de l'OCDE sur le Maroc souligne que le faible niveau de compétences de la main-d'œuvre marocaine constitue un obstacle majeur au développement économique. Environ 30 % de la population adulte n'a pas terminé ses études primaires, et une proportion similaire n'a reçu qu'une éducation de premier cycle. Les taux d'abandon scolaire restent élevés, surtout dans l'enseignement secondaire, ce qui entraîne une faible qualification de la main-d'œuvre. Cette situation est aggravée par le manque de formation continue et de perfectionnement professionnel, rendant difficile pour les travailleurs de s'adapter aux évolutions du marché du travail.

La Banque mondiale constate également que la faible qualité de l'éducation et l'inadéquation des compétences enseignées par rapport aux besoins du marché sont des problèmes majeurs. Selon leurs estimations, pour 30 % des entreprises marocaines, une main-d'œuvre insuffisamment qualifiée représente un frein important à leur développement et à leur compétitivité. Ce manque de compétences adéquates affecte directement la capacité du pays à attirer des investissements étrangers et à stimuler l'innovation.

Conséquences sur l'économie marocaine

Les lacunes du capital humain au Maroc ont plusieurs conséquences économiques négatives. Le rapport de l'OCDE indique que l'inefficacité du système éducatif limite le potentiel de croissance de la productivité et, par extension, la croissance économique globale du pays. En effet, un capital humain mal formé est moins apte à adopter de nouvelles technologies ou à innover, ce qui freine la capacité du secteur privé à se développer et à créer des emplois de qualité.

De plus, l'écart de compétences entre les diplômés et les besoins des employeurs crée un chômage structurel élevé, en particulier parmi les jeunes et les femmes. Par exemple, bien que le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur ait augmenté, de nombreux diplômés ne parviennent pas à trouver des emplois correspondant à leur niveau de qualification, ce qui contribue à un taux de chômage élevé et à un gaspillage des talents.



Recommandations pour surmonter ces défis

Pour répondre à ces défis, l'OCDE et la Banque mondiale recommandent plusieurs mesures. Il est essentiel d'améliorer la qualité de l'éducation à tous les niveaux, avec un accent particulier sur l'enseignement secondaire et supérieur, pour garantir que les diplômés possèdent les compétences nécessaires pour répondre aux besoins du marché du travail. Cela inclut également la promotion de la formation continue et du développement professionnel tout au long de la carrière des travailleurs, afin de renforcer leur capacité à s'adapter aux évolutions économiques et technologiques.

Les rapports suggèrent également de renforcer les liens entre les institutions éducatives et le secteur privé pour s'assurer que les programmes de formation répondent aux besoins actuels et futurs du marché du travail.

Une collaboration accrue avec les entreprises peut faciliter l'élaboration de programmes d'études plus pertinents et offrir des opportunités de stages et de formation en milieu de travail pour les jeunes diplômés.

Le développement du capital humain est essentiel pour que le Maroc réalise son potentiel de croissance économique. Malgré les progrès réalisés dans certains domaines, les lacunes persistantes en matière de compétences de la main-d'œuvre et l'inadéquation entre l'éducation et les besoins du marché du travail continuent de freiner le développement économique du pays.

Une réforme éducative approfondie, soutenue par des investissements dans la formation professionnelle et une meilleure collaboration entre les secteurs public et privé, est nécessaire pour surmonter ces obstacles et favoriser un développement inclusif et durable.

Problème

Impact de la corruption sur le développement économique du Maroc

La corruption constitue un obstacle majeur au développement économique du Maroc, entravant les efforts pour stimuler la croissance, attirer les investissements et améliorer la gouvernance. Les rapports de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la Banque mondiale soulignent l'ampleur de ce phénomène et son impact négatif sur l'économie marocaine.



La corruption, sous ses diverses formes, est omniprésente au Maroc et représente un frein significatif à la croissance économique. Selon le rapport de l'OCDE, près de 13 % des transactions entre l'administration et les entreprises impliquent des pots-de-vin ou des contreparties, et 58 % des entreprises estiment qu'elles doivent offrir des cadeaux pour obtenir des marchés publics. Ce phénomène génère des coûts de transaction élevés, crée des distorsions dans les choix économiques, et nuit aux politiques publiques, compromettant ainsi les objectifs de développement social et économique du pays.

Les effets de la corruption sont multiples. D'une part, elle réduit l'efficacité des institutions publiques, en sapant la confiance du public et en décourageant les investissements privés. D'autre part, elle entraîne une allocation inefficace des ressources, favorisant les entreprises qui pratiquent la corruption au détriment de celles qui respectent les règles. En conséquence, les incitations pour les entreprises à investir dans l'innovation et la productivité sont réduites, limitant ainsi la croissance économique à long terme.

Le Maroc a pris plusieurs mesures pour lutter contre la corruption. Depuis 2016, le pays a mis en place la Stratégie nationale de lutte contre la corruption (SNLCC), suivie de la création de l'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption (INPPLC) en 2018. Cependant, cette institution n'est devenue pleinement opérationnelle qu'en 2022. Le gouvernement marocain a également mis en œuvre des réformes visant à améliorer la transparence dans les procédures administratives, notamment par la dématérialisation des marchés publics pour réduire les opportunités de corruption.

Malgré ces efforts, la perception de la corruption reste élevée. En 2023, le Maroc était classé 97e sur l'Indice de perception de la corruption de Transparency International, avec une forte prévalence de la corruption perçue au sein de l'appareil législatif, exécutif, et dans le secteur public. Les résultats montrent que la lutte contre la corruption est perçue comme une priorité faible parmi les citoyens et les entreprises, seulement 10 % des répondants la considérant comme leur priorité principale.

Pour renforcer la lutte contre la corruption, les rapports de l'OCDE et de la Banque mondiale recommandent plusieurs actions. Il est crucial de renforcer les capacités des institutions chargées de la lutte contre la corruption, d'améliorer la transparence et la redevabilité des fonctionnaires, et de mettre en place un cadre juridique robuste pour réguler les activités de lobbying et prévenir les conflits d'intérêts. De plus, l'intégration d'un système de protection des lanceurs d'alerte et la digitalisation accrue des services publics sont essentielles pour réduire les interactions en face-à-face, qui sont souvent une source de corruption.

Ainsi, bien que le Maroc ait fait des progrès notables dans sa lutte contre la corruption, de nombreux défis subsistent. La corruption continue de nuire à l'économie en freinant l'investissement et la croissance, et il est impératif de poursuivre les réformes pour renforcer la transparence et la gouvernance. Sans une action résolue, la corruption continuera de constituer un obstacle majeur au développement économique du Maroc.

Problème

Problématique de la Gouvernance Institutionnelle comme frein au développement économique au Maroc



La gouvernance institutionnelle au Maroc est un facteur critique qui influence directement le développement économique du pays. Selon les rapports de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et de la Banque mondiale, plusieurs obstacles liés à la gouvernance entravent la croissance économique et l'épanouissement du secteur privé marocain. Ces obstacles incluent une faible transparence, une efficacité limitée des institutions publiques, et des défis dans la gestion de la concurrence, ce qui freine la création d'un environnement économique dynamique et inclusif.

L'un des défis majeurs réside dans la complexité des procédures administratives et l'opacité qui entoure l'accès à l'information, notamment en matière de propriété foncière et d'investissement. Le régime de propriété foncière est caractérisé par une multiplicité de systèmes et de droits d'usufruit, avec seulement 30 % des terres immatriculées dans le système officiel. Cette situation crée un environnement incertain pour les investisseurs potentiels, freinant ainsi l'investissement privé nécessaire pour stimuler la croissance économique.

En outre, l'absence d'un cadre de gouvernance transparent pour les entreprises publiques pose également des problèmes. Selon l'OCDE, bien que des efforts aient été faits pour améliorer la gouvernance des entreprises publiques, une grande partie de celles-ci fonctionnent encore sous une gestion inefficace, souvent sous la tutelle de divers ministères, ce qui complique leur adaptation aux exigences d'un marché concurrentiel.

La concurrence est un autre aspect crucial de la gouvernance institutionnelle qui affecte la croissance économique. Au Maroc, plusieurs secteurs souffrent d'un manque de concurrence effective. Ce manque de concurrence limite l'efficacité de l'allocation des ressources et freine la modération des prix, ce qui affecte négativement les consommateurs et l'ensemble de l'économie.

Le Conseil de la concurrence, bien qu'il soit devenu pleinement opérationnel en 2018, n'a pas encore atteint le niveau d'indépendance et d'efficacité nécessaire pour garantir des conditions de concurrence équitables dans tous les secteurs de l'économie. La faiblesse de la régulation concurrentielle continue de permettre à des entreprises établies de conserver une position dominante sans incitation à innover ou à améliorer leur productivité.

La lenteur administrative et la bureaucratie constituent également des freins significatifs au développement économique. Les procédures pour l'obtention de licences et de permis sont souvent complexes et impliquent des niveaux élevés de corruption.

Par exemple, près de 20 % des entreprises estiment devoir offrir des cadeaux ou des pots-de-vin pour accélérer les procédures administratives, ce qui dissuade les investissements et limite l'efficacité du marché.

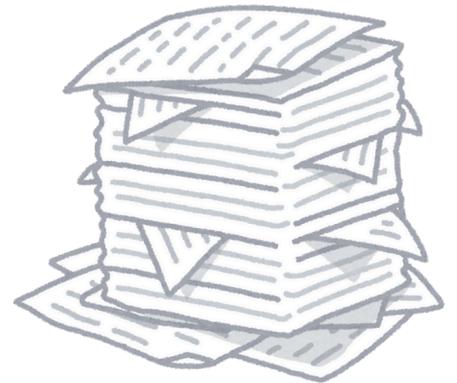
Problème

Problématique de la Gouvernance Institutionnelle comme frein au développement économique au Maroc

L'inefficacité administrative est particulièrement visible dans la gestion de l'investissement public.

Bien que l'investissement public soit crucial pour le développement socioéconomique, son efficacité est compromise par des taux d'exécution relativement faibles, surtout au niveau local, et par l'absence de stratégies globales d'investissement.

Cette inefficacité se traduit par des retards dans l'exécution des projets et un gaspillage des ressources publiques.



Initiatives de Réformes et Obstacles Restants

Pour pallier ces défis, les autorités marocaines ont lancé plusieurs réformes, notamment à travers le Nouveau Modèle de Développement, qui vise à améliorer la gouvernance, encourager la transparence et réduire la corruption.

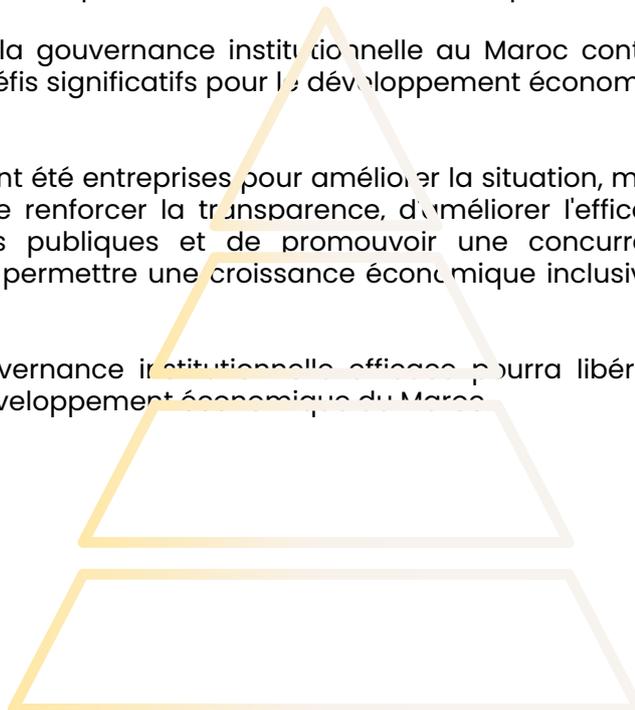
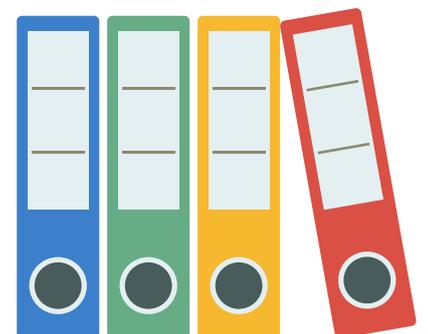
La nouvelle Charte de l'investissement cherche à attirer davantage d'investissements privés en améliorant le climat des affaires et en simplifiant les procédures administratives.

Cependant, la mise en œuvre de ces réformes reste lente, et leur impact réel est limité par les obstacles institutionnels persistants.

En conclusion, la gouvernance institutionnelle au Maroc continue de poser des défis significatifs pour le développement économique du pays.

Des réformes ont été entreprises pour améliorer la situation, mais il est essentiel de renforcer la transparence, d'améliorer l'efficacité des institutions publiques et de promouvoir une concurrence équitable pour permettre une croissance économique inclusive et durable.

Seule une gouvernance institutionnelle efficace pourra libérer le potentiel de développement économique du Maroc.





Chiffre de la semaine

15.1 milliard de dollars

Le Maroc, avec un chiffre d'affaires de 15,1 milliards d'euros (MM€), a récemment dépassé la Chine (13,6 MM€) en devenant le principal partenaire commercial de l'Union européenne dans le secteur automobile.

Cette performance exceptionnelle s'inscrit dans une dynamique de croissance soutenue par des investissements stratégiques dans les zones industrielles de Tanger et de Kénitra.

Problème

Problématique du Capital Financier disponible au Maroc

L'Épargne Nationale
Insuffisante / Dépendance aux
Investissements Directs
Étrangers (IDE) / Liquidités
Disponibles dans le Système
Financier / Réserves de Change
et Stabilité Macroeconomique



Le Maroc, bien que résilient face aux défis économiques globaux, fait face à des limitations structurelles qui entravent son potentiel de croissance. Parmi ces contraintes, la problématique du capital financier disponible – comprenant l'épargne nationale, les investissements directs étrangers (IDE), les réserves de change, et les liquidités disponibles dans le système financier – représente un frein significatif au développement économique du pays. Selon les rapports de l'OCDE et de la Banque mondiale, le manque d'accès à un capital suffisant pour financer des projets économiques structurants reste un obstacle majeur à la dynamisation de l'économie marocaine.

L'épargne nationale, essentielle pour financer l'investissement domestique, demeure insuffisante au Maroc.

Selon la Banque mondiale, l'épargne brute a stagné autour de 28 % du PIB au cours de la dernière décennie, un niveau relativement faible comparé à celui des pays émergents prospères.

Cette situation est exacerbée par une consommation privée élevée et des revenus limités pour une large partie de la population. Le faible niveau d'épargne compromet la capacité des banques marocaines à fournir des prêts à long terme nécessaires pour soutenir des projets d'infrastructure et d'industrialisation.

En conséquence, l'investissement public et privé est souvent contraint par des ressources financières limitées, ralentissant ainsi le développement économique.

Les investissements directs étrangers jouent un rôle crucial dans le financement des projets au Maroc. Cependant, malgré une augmentation récente des annonces d'IDE, leur impact reste mitigé. Le rapport de la Banque mondiale note que les flux d'IDE ont montré des signes de ralentissement, passant de 3 % du PIB en 2022 à 2,2 % en 2023. Les IDE sont concentrés dans des secteurs spécifiques tels que l'immobilier et l'industrie manufacturière, avec une prédominance des grandes entreprises étrangères. Or, ces investissements n'ont pas encore démontré une capacité suffisante à dynamiser le tissu économique local, notamment en ce qui concerne les PME marocaines. De plus, la nature capitaliste de nombreux IDE, orientée vers des secteurs à forte intensité de capital, limite leur potentiel de création d'emplois, contribuant ainsi à un taux de chômage élevé.

Les réserves de change du Maroc, bien que solides, sont également une source de contrainte. Elles servent principalement à garantir la stabilité de la monnaie et à maintenir la confiance des investisseurs étrangers, mais elles ne peuvent pas être directement utilisées pour financer des projets de développement à long terme. De plus, la gestion prudente de ces réserves par Bank Al-Maghrib vise principalement à éviter les fluctuations excessives de la monnaie et à stabiliser l'économie face aux chocs extérieurs, ce qui limite la marge de manœuvre pour des investissements internes dynamiques. En février 2024, le Maroc disposait de l'un des plus grands stocks d'avoirs officiels de réserves dans la région MENA, offrant une protection contre les chocs extérieurs mais n'apportant pas de solution immédiate au manque de liquidités pour l'investissement.

Problème

Problématique du Capital Financier disponible au Maroc

Le système financier marocain se caractérise par une faible disponibilité de liquidités, entravant l'accès au crédit, particulièrement pour les petites et moyennes entreprises (PME).

Les prêts au secteur privé ont ralenti en 2023, notamment pour les crédits à court terme. Les entreprises marocaines souffrent d'une insuffisance de financement, une problématique accentuée par une réticence des banques à accorder des prêts aux PME en raison du risque perçu et du manque de garanties.

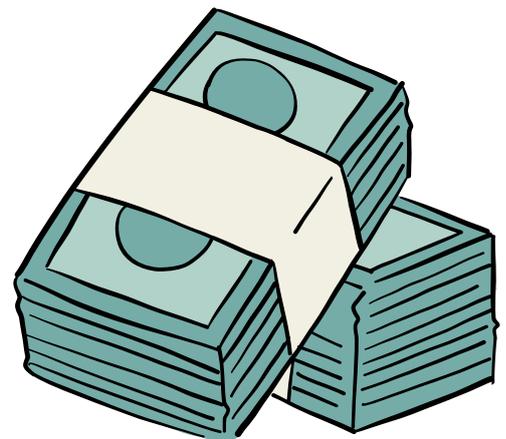
Cette situation limite la capacité des entreprises à investir dans l'innovation et l'expansion, contribuant ainsi à la stagnation de la productivité et à la faible création d'emplois.

En somme, la problématique du capital financier disponible constitue un frein majeur au développement économique du Maroc.

Une épargne nationale faible, une dépendance excessive aux IDE, des réserves de change principalement dédiées à la stabilité macroéconomique, et une pénurie de liquidités dans le système financier réduisent les capacités d'investissement et d'innovation du pays.

Pour libérer pleinement le potentiel de croissance économique, il est essentiel de renforcer l'efficacité des mécanismes d'épargne, d'attirer des IDE plus diversifiés et orientés vers les PME, de gérer les réserves de change de manière plus stratégique, et d'améliorer l'accès au crédit pour les entreprises locales.

Ces mesures pourraient stimuler la croissance, créer des emplois et soutenir un développement économique plus inclusif et durable.





صبين وقيس